

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

26 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° II-CF3160

présenté par

Mme Pires Beaune, M. Delautrette, Mme Thomin, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux,  
M. Philippe Brun et les membres du groupe Socialistes et apparentés

**ARTICLE 56****Mission « Relations avec les collectivités territoriales »**

Après l'alinéa 42, insérer l'alinéa suivant :

« II *bis*. – En 2024, il n'est pas fait application du dernier alinéa du III de l'article L. 2334-7, de la seconde phrase du cinquième alinéa de l'article L. 2334-13 ni du second alinéa du II de l'article L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement de repli des députés Socialistes et apparentés vise à suspendre, en 2024, l'application du dispositif d'écrêtement mis en oeuvre pour le financement de l'accroissement de la dotation forfaitaire, de la dotation d'aménagement des communes et des majorations des dotations communales au sein de l'enveloppe de la DGF.

Depuis 2009, la progression de la péréquation verticale était financée, comme les autres « contraintes internes » de la DGF, par un écrêtement de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation de compensation des EPCI, dans la limite de 1 % des recettes réelles de fonctionnement de chaque commune et en tenant compte de la population et du potentiel fiscal.

Ce mécanisme pose plusieurs difficultés que nous connaissons bien :

- Les communes en situation de DGF négative sont exonérées de cette contribution alors même que leur niveau de richesse, lié à un potentiel fiscal par habitant très élevé, les maintient très en deçà du plafond d'écrêtement. A titre d'exemple, la commune de Puteaux pourrait à elle seule contribuer à hauteur de 2,2 M€ à cet écrêtement si sa DGF n'était pas négative, une somme raisonnable considérant ses marges de manoeuvre financière malgré un niveau d'effort fiscal inférieur à la moyenne de son département. Dans le temps, de plus en plus de communes riches ont été concernées forçant l'application de l'écrêtement sur un nombre de plus en plus restreint de communes. Alors que Paris allait également être concernée par cette situation, le

Gouvernement a été contraint de financer la progression de la DSU et de la DSR par la majoration de la DGF depuis 2023 afin d'éviter des effets de bord dramatiques.

- Pour autant, cette situation a déjà amené de nombreuses communes classées dans les ex fractions cibles de la DSU et de la DSR à autofinancer depuis des années leur propre péréquation via le mécanisme de l'écrêtement. C'est d'autant plus vrai pour les communes de la politique de la ville dont les potentiels fiscaux peuvent être relativement élevés au regard de la moyenne nationale mais dont une part souvent substantielle des habitants vit sous le seuil de pauvreté et implique des charges de centralité conséquentes.

La poursuite du mécanisme d'écrêtement même s'il était limité au seul financement de la progression démographique pose un problème majeur au regard de son caractère très inégalitaire et du nombre de collectivités riches protégées de toute contribution.

Ainsi il est proposé a minima de reconduire en 2024 la suspension de l'application du mécanisme d'écrêtement mise en oeuvre en 2023 conformément à l'article 195 de la loi de finances pour 2023 et dans l'attente d'une refonte profonde de la DGF que nous appelons de nos vœux.